

**Séance ordinaire du
mercredi 8 février 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le huit février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Clare HART ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Prévention de la récidive - Travail d'Intérêt Général (TIG) et Travail Non
Rémunéré (TNR) - Convention de partenariat entre la Ville et le Centre
Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Protocole et charte
d'accueil - Approbation -Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La prévention de la récidive fait partie des axes de travail du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). La Ville de Montpellier a, dans ce cadre, réaffirmé son attachement à l'accueil de personnes en Travail d'intérêt général (TIG) au sein de ses services par une délibération de son Conseil municipal, le 5 octobre 2020. Le Parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier a, depuis, développé les alternatives aux poursuites et favorisé le développement des mesures de Travail non rémunéré (TNR) sur le territoire de son ressort.

La coordination du dispositif TIG/TNR incluant la Ville et la Métropole a été confiée à la Mission prévention de la délinquance au sein du Pôle des sécurités et de la tranquillité publique. Les accueils au sein des deux collectivités ont connu une forte progression ces deux dernières années. Un total de 50 mesures, soit 44 TIG et 6 TNR, a ainsi été orienté vers la Ville par le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de l'Hérault et les Services territoriaux éducatifs de milieu ouvert de la Protection judiciaire de la jeunesse (STEMO-PJJ) sur la seule année 2022.

L'attachement à la poursuite du développement de ce dispositif conduit à vouloir étendre le nombre de postes d'accueil disponibles et à conclure de nouveaux partenariats.

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Montpellier est fortement engagé dans des politiques d'inclusion sociale. Il tente de remédier à des situations de précarité. Il a initié un ensemble de services et de prestations en direction des habitants de la commune. La vocation sociale de son action pourrait justifier l'intégration occasionnelle de personnes devant réaliser un TIG ou un TNR.

L'offre de postes proposés par le CCAS pourrait être intégrée à la liste tenue pour le compte de la Ville et de la Métropole auprès des services du Ministère de la justice. Cette démarche nécessite toutefois la signature d'une convention fixant les modalités et les conditions d'un partenariat entre la Ville et le CCAS sur l'accueil de personnes en TIG ou en TNR. Elle suppose également l'extension du champ d'application du « *Protocole d'accueil des personnes en TIG ou en TNR au sein des services de la Ville et de la Métropole* » et de la « *Charte d'accueil de la personne devant réaliser un TIG ou un TNR* » en y intégrant le CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville et le CCAS sur l'accueil de personnes en TIG ou en TNR ;
- D'autoriser l'extension au CCAS du « *Protocole d'accueil des personnes en TIG ou en TNR au sein des services de la Ville et de la Métropole* » et de la « *Charte d'accueil de la personne devant réaliser un TIG ou un TNR* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16 février 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention TIG - Ville CCAS.docx
- CHARTE TIG TNR v2.docx
- Protocole accueil TIG TNR 29_11_2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230208-217633-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/23
Réception en Préfecture : 17/02/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.